

PREFECTURE DU MORBIHAN

Direction des Actions
Interministérielles
Bureau de l'Environnement
et de l'Urbanisme

ARRÊTE D'AUTORISATION

*Le Préfet du Morbihan
Chevalier de la Légion d'Honneur
Commandeur de l'Ordre National du Mérite*

VU le code de l'environnement et notamment le titre IV du livre Ier, le titre Ier du livre II et le titre Ier du livre V ;

VU le décret du 20 mai 1953 modifié portant nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement (codifiée au titre Ier du livre V du code de l'environnement)

VU la demande présentée par Monsieur le Directeur de la société M.P.A.P., dont le siège social est situé Z.I. les Landes du Moulin 56803 PLOERMEL CEDEX, en vue de procéder à l'extension d'un établissement spécialisé dans la fabrication d'équipements automobiles à cette adresse : Zone Industrielle les Landes du Moulin - B.P. 74 - 56800 PLOERMEL, soumise à autorisation au titre de la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'étude d'impact et les plans annexés ;

VU le dossier de l'enquête à laquelle il a été procédé sur cette demande du 15 janvier au 15 février 2002 ;

VU l'avis des services techniques consultés ;

VU l'avis du conseil municipal des communes de : Ploermel et de Gourhel ;

VU le rapport de l'inspecteur des installations classées en date du 16 juillet 2002 ;

VU l'avis émis par le conseil départemental d'hygiène en sa séance du 11 septembre 2002 ;

SUR proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture du Morbihan ;

ARRETE

ARTICLE 1 - CLASSEMENT

Monsieur le Directeur de la Manufacture de Produits Automobiles de Ploërmel (M.P.A.P.), dont le siège social est situé Z.I. les Landes du Moulin à Ploërmel, est autorisé à poursuivre l'exploitation à la même adresse d'un établissement spécialisé dans la fabrication d'équipements automobiles mettant en jeu les installations classées décrites ci-après.

1.1 - Description des installations classées :

23/40/2008

RUBRIQUE	NATURE ET VOLUME DES ACTIVITES	REGIME
1158/2 ✓	Fabrication industrielle, emploi ou stockage de diisocyanate de diphenylméthane (MDI), la quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 20 t, mais inférieure à 200 t. Bâtiment B1: 95 t en emploi ou stockage	AUTORISATION
2660/1 ✓	Fabrication de matières plastiques, la capacité de production étant supérieure ou égale à 1 t/j (en l'espèce 10 t/j)	AUTORISATION
2661/1/a ✓	Transformation de matières plastiques par des procédés exigeant des conditions particulières de température et de pression, la quantité de matière susceptible d'être traitée étant supérieure ou égale à 10 t/j (total 62,5 t/j). B1 : thermoformage tapis 10 t/j B2 : thermoformage tapis 40 t/j B2 : panneaux polyuréthane 4 t/j B3 : injection 8,5 t/j	AUTORISATION

2661/2/a /	Transformation de matières plastiques par tout procédé exclusivement mécanique, la quantité de matière susceptible d'être traitée étant supérieure ou égale à 20 t/j (total 60 t/j). B1 : tapis 40 t/j B2 : tapis 8 t/j B2 : panneaux S8 2 t/j B3 : pièces injectées 10 t/j	AUTORISATION
2662/a /	Stockage de matières plastiques, le volume susceptible d'être stocké étant supérieur à 1000 m3 (total matières premières 1180 m3). B1 : moquettes 200 m3 B2 : matières plastiques 600 m3 B3 : granulés plastiques et fibres textiles 380 m3	AUTORISATION
2920/2/1 /	Installations de réfrigération ou compression, la puissance absorbée étant supérieure à 500 kW (total 795 kW). réfrigération B1 (55 kW) B2 (135 kW) B3 (300 kW) air comprimé B1 (110 kW) B2 (85 kW) B3 (110 kW)	AUTORISATION
1414/3 /	Installation de remplissage de gaz inflammables liquéfiés.	DECLARATION
2663/1/b /	Stockage de produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères à l'état alvéolaire ou expansé tels que polyuréthane, le volume susceptible d'être stocké étant supérieur ou égal à 200 m3, mais inférieur à 2000 m3 (total 900 m3). B1 : produits finis tapis 400 m3 B2 : produits finis tapis + panneaux = 500 m3	DECLARATION
2925 /	Ateliers de charge d'accumulateurs, la puissance maximum de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 10 kW (total 80 kW). B1 (40 kW) B2 (10 kW) B3 (30 kW)	DECLARATION

1.2 - Taxes et redevances.

Conformément au Code des Douanes, les installations visées ci-dessus sont soumises à la perception d'une taxe unique exigible à la signature du présent arrêté, et le cas échéant, d'une redevance annuelle établie sur la base de la situation administrative de l'établissement au 1er janvier.

ARTICLE 2 - CONDITIONS GENERALES

2.1 - Conformité au dossier déposé.

Les installations sont implantées, aménagées et exploitées conformément aux dispositions décrites dans le dossier de la demande, lesquelles seront adaptées de telle façon qu'il soit satisfait aux prescriptions énoncées ci-après.

Tout projet de modification des installations, de leur mode d'utilisation ou de leur voisinage, de nature à entraîner un changement notable de la situation existante doit être porté, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

2.2 - Impact des installations.

Les équipements, notamment ceux concourant à la protection de l'environnement, qui sont susceptibles de créer des pollutions et des nuisances doivent être entretenus régulièrement.

L'établissement doit disposer de réserves suffisantes de produits ou matières consommables, et d'éléments d'équipement utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement, tels que manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants, décontaminants MDI, obturateurs pneumatiques de canalisation d'eau pluviale, etc.

2.3 - Intégration dans le paysage.

L'exploitant tient à jour un schéma d'aménagement visant à assurer l'intégration esthétique de l'établissement.

L'ensemble du site est maintenu propre et les bâtiments et installations entretenus en permanence. Il est apporté un soin particulier aux abords de l'établissement relevant de l'exploitant (plantations, engazonnement, etc).

2.4 - Risques naturels.

L'ensemble de l'établissement est protégé contre la foudre dans les conditions précisées à l'arrêté ministériel du 28 janvier 1993 relatif à la protection de certaines installations classées contre les effets de la foudre (J.O. du 26 février 1993).

2.5 - Clôture.

L'établissement sera efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie. La clôture sera facilement accessible de l'intérieur de l'établissement de façon à permettre de contrôler fréquemment son intégrité. Elle doit être implantée à une distance suffisante des bâtiments pour laisser le passage aux engins de secours.

2.6 - Systèmes d'alarme - Gardiennage.

Un gardiennage est assuré en permanence ou un système de transmission d'alarme à distance est mis en place de manière qu'un responsable techniquement compétent puisse être alerté et intervenir rapidement sur les lieux en toute circonstance.

2.7 - Contrôles et analyses.

L'inspecteur des installations classées peut demander, à tout moment, que des contrôles et analyses, portant sur les nuisances de l'établissement (émissions et retombées de gaz, poussières, fumées, rejets d'eaux, déchets, bruit notamment), soient effectués par des organismes compétents et aux frais de l'exploitant.

En tant que de besoin, les installations sont conçues et aménagées de manière à permettre ces contrôles dans de bonnes conditions.

Sur chaque canalisation de rejet d'effluents doivent être prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesures (débit, température, concentration en polluant, ...).

Ces points doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité.

Sauf accord préalable de l'inspecteur des installations classées, les méthodes de prélèvement, mesure et analyse sont les méthodes normalisées définies dans l'arrêté du 2 février 1998.

Les résultats de ces contrôles et analyses sont conservés pendant au moins 5 ans par l'exploitant et tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées et, pour ce qui le concerne, de l'agent chargé de la police de l'eau.

2.8 - Incident grave - Accident.

Tout incident grave ou accident de nature à porter atteinte à l'environnement (c'est-à-dire aux intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement) doit être déclaré, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées à qui l'exploitant remet un rapport précisant les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme.

2.9 - Arrêt définitif des installations.

Au moins un mois avant l'arrêt définitif de ses installations, l'exploitant doit adresser une notification au Préfet du Morbihan, conformément au décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié (article 34.1). Elle doit préciser les mesures prises ou prévues pour assurer la protection de l'environnement (c'est-à-dire des intérêts visés à l'article 1^{er} de la loi du 19 juillet 1976 modifiée, codifiée au livre V titre 1^{er} du code de l'environnement), notamment en ce qui concerne :

- l'élimination des produits dangereux et des déchets présents sur le site,
- la dépollution des sols et des eaux souterraines éventuellement polluées,
- la protection des installations pouvant présenter des risques d'accidents (puit, citerne, etc),
- la surveillance a posteriori de l'impact de l'installation sur son environnement.

ARTICLE 3 - PREVENTION DE LA POLLUTION DE L'AIR

3.1 - Règles d'aménagement.

Il est interdit d'émettre dans l'atmosphère des fumées épaisses, des buées, des suies, des gaz toxiques ou corrosifs susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique, à la production agricole, à la bonne conservation et à la beauté des sites.

3.2 - Règles d'aménagement pour les installations de combustion.

Les installations de combustion sont aménagées et exploitées conformément aux dispositions réglementaires en vigueur et notamment les décrets des 11 et 16 septembre 1998.

L'entretien des installations est réalisé soigneusement et aussi fréquemment que nécessaire, afin d'assurer un fonctionnement ne présentant pas d'inconvénients pour le voisinage.

3.3 - Poussières.

Tous les postes ou parties d'installations susceptibles d'engendrer des émissions de poussières seront pourvus de moyens de traitement de ces émissions.

Les émissions de poussières devront être, soit captées et dirigées vers un ou plusieurs dispositifs de dépoussiérage, soit combattues à la source par capotage ou aspersion des points d'émissions, ou par tout procédé d'efficacité équivalente.

L'efficacité du matériel de dépoussiérage doit permettre sans dilution le rejet d'air à une concentration en poussières inférieure à 40 mg/Nm³.

Toutes précautions seront prises afin de limiter les émissions diffuses de poussières dans l'environnement lors du chargement et du déchargement des produits.

La conception et la fréquence d'entretien des installations devront permettre d'éviter les accumulations de poussières sur les structures, les toitures et dans les alentours.

Les voies de circulation nécessaires à l'exploitation seront entretenues de façon à prévenir les émissions de poussières.

3.4 - Brûlage.

Toute activité de brûlage à l'air libre est interdite.

3.5 - Odeurs.

L'établissement est aménagé et équipé de telle sorte qu'il ne soit pas à l'origine de nuisances olfactives pour le voisinage.

3.6 - Composés Organiques Volatils (COV).

Les dispositions de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié s'appliquent à l'établissement.

Les gaz rejetés à l'atmosphère doivent présenter une valeur limite (exprimée en carbone total) de la concentration globale de l'ensemble des COV de 110 mg/Nm³ si le débit massique horaire total dépasse 2 kg/h.

Les points de rejet doivent dépasser d'au moins 3 m les bâtiments situés dans un rayon de 15 m.

Une mesure du débit rejeté et de la concentration en COV doit être effectuée au moins tous les trois ans, par un organisme agréé selon les méthodes normalisées en vigueur.

Un plan de gestion de solvants, mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants de l'installation, est mis en place par l'exploitant. Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 4 - PREVENTION DE LA POLLUTION DES EAUX

4.1 - Règles d'aménagement.

L'exploitant établit et tient à jour un plan faisant apparaître les installations de prélèvements, le réseau d'alimentation, les principaux postes utilisateurs, les réseaux de collecte et d'évacuation des eaux résiduaires (secteurs collectés, points de branchement, regards, postes de relevage et de mesure, vannes, ...), le(s) déversoir(s) ou bassin(s) de confinement, les points de rejets dans les cours d'eau, point de raccordement au réseau collectif, les points de prélèvement d'échantillons (canaux de mesure, piézomètres, ...) et les points de mesures.

Ce plan est tenu à disposition de l'inspection des installations classées, de l'agent chargé de la Police de l'Eau, ainsi que des Services d'Incendie et de Secours.

4.2 - Prélèvements et consommation d'eau.

L'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter la consommation d'eau.

Sans préjuger des dispositions du décret n° 92-1041 du 24 septembre 1992 relatif à la limitation ou la suspension provisoire des usages de l'eau, les prélèvements d'eau sont faits à partir du réseau public de Ploërmel.

En cas de raccordement à un réseau public ou sur un forage en nappe, l'ouvrage doit être équipé d'un disconnecteur à pression réduite contrôlable ou de tout autre dispositif équivalent.

Toutes dispositions doivent être prises pour prévenir toute introduction de pollution de surface, notamment par un aménagement approprié vis-à-vis des installations de stockage ou d'utilisation de substances

dangereuses. A cet effet, on disposera notamment de dispositifs d'obturation pneumatique à fonctionnement manuel et automatique.

4.3 - Eaux résiduaires industrielles.

Les eaux résiduaires industrielles sont rejetées dans le réseau d'assainissement communal de Ploërmel. Conformément à l'article L. 1331-10 du code de la santé publique, une autorisation de raccordement au réseau public d'assainissement est délivrée par la collectivité à laquelle appartient le réseau. Cette autorisation précise, sous forme de convention, les rapports entre l'exploitant et la collectivité. Ces documents ainsi que leur avenants sont tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées et du service chargé de la police de l'eau.

Sans préjudice des dispositions de cette convention, les eaux déversées dans ledit réseau doivent répondre aux valeurs limites indiquées dans le tableau ci-après :

PARAMETRES	FLUX	CONCENTRATION
Volume	35 m ³ /j	
Demande chimique en oxygène (DCO)*	31,5 kg/j	900 mg/l
Demande biochimique en oxygène (DBO5)*	12,8 kg/j	367 mg/l
Matières en suspension (MES)	19,2 kg/j	550 mg/l
Azote Kjeldahl (NTK)	3,2 kg/j	92 mg/l
Phosphore total (Pt)	0,8 kg/j	24 mg/l
Graisses (SEH)	4,5 kg/j	130 mg/l

* sur effluents non décantés

- pH compris entre 5,5 et 8,5
- température inférieure ou égale à 30°C

En outre :

- Les eaux déversées sont débarrassées des matières flottantes, déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement après mélange avec d'autres effluents, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.
- Elles ne renferment pas de substances nocives en quantités suffisantes pour inhiber le processus biologique de la station d'épuration ou pour détruire la vie aquatique sous toutes ses formes à l'aval du point de déversement.
- Les eaux ne doivent pas non plus être à l'origine de dégagements d'odeurs dans la station.

4.4 - Eaux de refroidissement.

Les eaux de refroidissement, non polluées, sont recyclées au maximum. L'ouverture du circuit de refroidissement est limité aux seules opérations de maintenance.

4.5 - Eaux vannes - Eaux usées.

Les eaux vannes des sanitaires, les eaux usées des lavabos et éventuellement des cantines sont collectées, puis renvoyées dans la station d'épuration de Ploërmel.

4.6 - Eaux pluviales - Eaux d'extinction incendie.

En aucun cas, elles ne sont rejetées dans le réseau public d'assainissement.

Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées (hydrocarbures, etc...) sont traitées avant rejet au milieu naturel par des débourbeurs séparateurs d'hydrocarbures capables de retenir ou de neutraliser ces produits. La zone du bâtiment B2 sera dotée d'un tel équipement au plus tard le 31 mars 2003.

Ces eaux pluviales sont ensuite rejetées au milieu naturel sous réserve de respecter les valeurs limites suivantes :

pH compris entre	:	5,5 et 8,5
DCO	:	125 mg/l
MES	:	35 mg/l
Hydrocarbures totaux	:	10 mg/l

Les eaux d'extinction incendie doivent pouvoir être retenues sur le site soit par une pompe de relevage pour le bâtiment 2, soit par des obturateurs de canalisation pour les bâtiments 1 et 3. Des consignes écrites sont rédigées concernant la pompe et les obturateurs.

4.7 - Surveillance des rejets - Autosurveillance.

Le suivi est réalisé sur chaque rejet des installations de découpe jet d'eau par bâtiment après filtrage des fibres textiles dans les conditions suivantes :

- une mesure hebdomadaire du débit,
- une analyse trimestrielle sur le paramètre MES,
- une analyse annuelle sur l'ensemble des paramètres listés au § 4.3 ci-dessus.

Les résultats sont consignés sur un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et transmis sur sa demande.

4.8 - Prévention des pollutions accidentelles.

4.8.1 - Stockages.

Tout stockage de produits liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol doit être associé à une capacité de rétention dont le volume doit être au moins égal à la plus grande des deux valeurs

suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

La capacité de rétention doit être étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résister à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui doit être maintenu fermé en conditions normales.

Des réservoirs ou récipients contenant des produits susceptibles de réagir dangereusement ensemble ne doivent pas être associés à la même cuvette de rétention.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou doivent être éliminés comme des déchets.

Les réservoirs fixes sont munis de jauges de niveau et, pour les stockages enterrés, de limiteurs de remplissage. Le stockage sous le niveau du sol n'est autorisé que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés. L'étanchéité des réservoirs doit pouvoir être contrôlée à tout moment.

Lorsque le stockage est constitué exclusivement de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, admis au transport, le volume minimal de la rétention est égal soit à la capacité totale des récipients si cette capacité est inférieure à 800 litres, soit à 20% de la capacité totale avec un minimum de 800 litres si cette capacité excède 800 litres.

Les aires de chargement et de déchargement de véhicules-citernes doivent être étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les mêmes règles.

Le stockage de produits finis susceptibles d'entraîner une pollution du sol est associé à une protection du sol adaptée.

Le transport des produits à l'intérieur de l'établissement doit être effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages (arrimage des fûts, ...).

4.8.2 - Information sur les produits.

L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation.

A l'intérieur de l'établissement, les fûts, réservoirs et autres emballages doivent porter en caractères très lisibles le nom des produits et les symboles de danger conformément, s'il y a lieu, à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

4.8.3 - Nappes souterraines.

Toutes dispositions sont prises pour prévenir toute introduction de pollution de surface. Les rejets directs ou indirects de produits polluants dans les eaux souterraines sont strictement interdits.

ARTICLE 5 - ELIMINATION DES DECHETS

5.1 - Gestion.

L'exploitant doit prendre toutes dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise, notamment en limitant à la source la quantité de ses déchets et en effectuant toutes les opérations de valorisation possibles.

Il veillera, même s'il confie la mission à un prestataire de service, à ce que l'élimination de ses déchets se fasse dans des conditions satisfaisantes.

Les déchets qui ne peuvent pas être valorisés doivent être éliminés dans des installations réglementées à cet effet au titre de la législation sur les installations classées, et dans des conditions permettant d'assurer la protection de l'environnement.

Tout mode d'élimination qui n'apporterait pas les meilleures garanties et résultats en matière de protection de l'environnement peut être interdit.

L'exploitant consignera sur un registre les opérations relatives à l'élimination des déchets et établira les bordereaux éventuellement requis. Il devra être en mesure d'en justifier l'élimination sur simple demande de l'inspecteur des installations classées.

Tout brûlage de déchets à l'air libre est interdit.

5.2 - Stockage.

Dans l'attente de leur valorisation ou de leur élimination, les déchets sont stockés dans des conditions assurant toute sécurité et ne présentant pas de risque de pollution (protection contre la pluie, prévention des envols, des infiltrations dans le sol, capacité de rétention, prévention des odeurs, ...).

Une consigne précisera les précautions à prendre pour assurer le respect de ces dispositions.

5.3 - Transport.

Sans préjudice de la responsabilité propre du transporteur, l'exploitant doit s'assurer lors du chargement que les emballages ainsi que les modalités d'enlèvement et de transport des déchets sont de nature à assurer la protection de l'environnement et à respecter les réglementations spécifiques en vigueur.

Il s'assure également avant tout chargement que les récipients utilisés par le transporteur sont compatibles avec les déchets enlevés, et vérifie la compatibilité du résidu avec le mode de transport utilisé.

5.4 - Autosurveillance déchets.

L'exploitant est tenu de faire parvenir chaque trimestre avant le 20ème jour du mois qui suit le trimestre écoulé (20 janvier, 20 avril, 20 juillet, 20 octobre), à l'inspection des installations classées, une déclaration de production de déchets industriels spéciaux (D.I.S.) précisant la nature des déchets produits, leur codification selon le décret n° 2002-540 du 18 avril 2002, les quantités, l'origine des déchets, le nom du transporteur, la dénomination de l'éliminateur et le mode de traitement.

Toute information, justification, ou analyse complémentaire doit être fournie par l'exploitant à l'inspecteur des installations classées sur simple demande de la part de ce dernier.

Tout mode d'élimination qui n'apporterait pas les meilleures garanties et résultats en matière de protection de l'environnement peut être interdit.

ARTICLE 6 - PREVENTION DU BRUIT ET DES VIBRATIONS

6.1 - Valeurs limites de bruit

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci.

Les dispositions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 (J.O. du 27 mars 1997) relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement lui sont applicables.

Les émissions sonores émises par l'installation ne doivent pas être à l'origine, dans les zones à émergence réglementée définies dans le dossier d'autorisation, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après :

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit des installations)	Emergence admissible pour la période allant de 7 heures à 22 heures, sauf dimanches et jours fériés	Emergence admissible pour la période allant de 22 heures à 7 heures, ainsi que les dimanches et jours fériés
supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

De plus, le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne devra pas dépasser lorsqu'elle est en fonctionnement 65 dB(A) en période de jour et 60 dB(A) en période de nuit sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.

Dans le cas où le bruit particulier de l'établissement est à tonalité marquée au sens du point 1.9 de l'annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997, de manière établie ou cyclique, sa durée d'apparition ne peut excéder 30% de la durée de fonctionnement de l'établissement dans chacune des périodes diurne ou nocturne considérées.

Lorsque plusieurs installations classées sont situées au sein d'un même établissement, les dispositions du présent article sont applicables au bruit global émis par l'ensemble des activités exercées.

6.2 - Véhicules - Engins de chantier - Appareils de communication

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement doivent être conformes aux dispositions en vigueur les concernant en matière de limitation de leurs émissions sonores. En particulier, les engins de chantier doivent satisfaire aux dispositions du décret n° 95-79 du 23 janvier 1995 fixant les prescriptions prévues par l'article 2 de la loi n° 92-1444 du 31 décembre 1992 relative à la lutte contre le bruit.

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, klaxons, haut-parleurs, etc ...) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

ARTICLE 7 - GESTION DES RISQUES D'INCENDIE ET D'EXPLOSION

7.1 - Prévention.

7.1.1 Zone de dangers.

L'exploitant définit, sous sa responsabilité, deux types de zones de dangers en fonction de leur aptitude à l'explosion :

- une zone de type I : zone à atmosphère explosive permanente ou semi-permanente,
- une zone de type II : zone à atmosphère explosive, épisodique, de faible fréquence et de courte durée.

7.1.2 Conception - Aménagement.

La conception générale de l'établissement est conduite de sorte à assurer, à partir d'une division des activités concernées, une séparation effective des risques présentés par leur éloignement ou une séparation physique de stabilité suffisante eu égard aux risques eux-mêmes.

Les locaux classés en zones de dangers, ainsi que les enceintes susceptibles d'entraîner un confinement, sont conçus de manière à offrir le moins de résistance possible en cas d'explosion. Ils sont, au besoin, munis d'évents d'explosion de manière à limiter les conséquences d'une éventuelle explosion et munis de moyens de prévention contre la dispersion ou de dispositifs équivalents.

La stabilité au feu des structures doit être compatible avec les délais d'intervention des services d'incendie et de secours. Les éléments de construction seront d'une manière générale incombustibles. L'usage des matériaux combustibles est limité au strict minimum indispensable.

Ne sont conservées dans les zones de dangers que les quantités de matières inflammables ou explosibles strictement nécessaires pour le travail de la journée et le travail en cours. En dehors des produits nécessaires à la fabrication, l'usage de tout produit ou matériaux combustibles est limité au strict minimum indispensable.

7.1.3 Installations électriques.

Le matériel électrique basse tension est conforme à la norme NFC 15.100.

Le matériel électrique haute tension est conforme aux normes NFC 13.100 et NFC 13.200.

Les installations électriques sont réalisées conformément aux règles de l'art.

En outre, les installations électriques utilisées dans les zones pouvant présenter un risque d'explosion sont conformes à la réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation des installations classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion (arrêté ministériel du 31 mars 1980 - J.O. du 30 avril 1980) ainsi qu'aux dispositions de l'arrêté du 19 décembre 1988 pris pour l'application du décret n° 88-1056 du 14 novembre 1988 relatif à la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en oeuvre des courants électriques. Elles sont protégées contre les chocs.

Les transformateurs, contacteurs de puissance, etc, sont implantés dans des locaux spéciaux situés à l'extérieur des zones de dangers.

Des interrupteurs multipolaires pour couper le courant (force et lumière) sont installés à l'extérieur des zones de dangers.

Les installations électriques sont entretenues en bon état ; elles sont périodiquement - au moins une fois par an - contrôlées par un technicien compétent. Les rapports de contrôle sont tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

7.1.4 Electricité statique - Mise à la terre.

En zones de dangers, tous les récipients, canalisations, éléments de canalisations, masses métalliques fixes ou mobiles doivent être connectés électriquement de façon à assurer leur liaison équipotentielle.

L'ensemble doit être mis à la terre. Cette mise à la terre est réalisée suivant les règles de l'art ; elle est distincte de celle du paratonnerre. La valeur des résistances des prises de terre est conforme aux normes et est périodiquement vérifiée. L'intervalle entre deux contrôles ne peut excéder un an. Les résultats sont tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Les matériels constituant les appareils en contact avec les matières, produits explosibles ou inflammables à l'état solide, liquide, gaz ou vapeur, doivent être suffisamment conducteurs de l'électricité afin d'éviter toute accumulation de charges électrostatiques.

Les transmissions sont assurées d'une manière générale par trains d'engrenage ou chaînes convenablement lubrifiées. En cas d'utilisation de courroies, celles-ci doivent permettre l'écoulement à la terre des charges électrostatiques formées, le produit utilisé, assurant l'adhérence, ayant par ailleurs une conductibilité suffisante.

Les systèmes d'alimentation des récipients, réservoirs doivent être disposés de façon à éviter tout emplissage par chute libre. Les opérations de jaugeage par pige métallique doivent se faire au plus tôt deux minutes après l'arrêt du chargement.

7.1.5 Suppression des sources d'inflammation ou d'échauffement.

Aucun feu nu, point chaud ou appareil susceptible de produire des étincelles ne peut être maintenu ou apporté, même exceptionnellement dans les zones de dangers, que les installations soient en marche ou à l'arrêt, en dehors des conditions prévues ci-après. Ces interdictions, notamment celle de fumer, sont affichées en caractères très apparents dans les locaux concernés et sur les portes d'accès.

Les centrales de production d'énergie sont extérieures aux zones dangereuses. Elles sont placées dans des locaux spéciaux sans communication directe avec ces zones.

L'outillage utilisé en zones de dangers est d'un type non susceptible d'étincelles.

Dans les zones de dangers, les organes mécaniques mobiles sont convenablement lubrifiés et vérifiés périodiquement.

L'exploitant établit un carnet d'entretien qui spécifie la nature, la fréquence et la localisation des opérations de contrôle et de maintenance à effectuer par le personnel.

Le dispositif de séchage du linge est conçu de telle sorte qu'en aucune circonstance, même accidentelle, le linge ne puisse se trouver au contact d'une flamme ou d'une paroi chauffée au-delà de 180° C.

Toutes mesures sont prises pour éviter l'accumulation dans l'atelier de poussières de fibres de linge de manière à prévenir tout danger d'incendie. L'atelier est balayé en fin de journée et il est procédé, aussi souvent que nécessaire, à l'enlèvement des poussières déposées sur les charpentes.

7.1.6 Chauffage des locaux - Eclairage.

Le chauffage éventuel des locaux situés en zones de dangers ne peut se faire que par fluide chauffant (air, eau, vapeur d'eau), la température de la paroi extérieure chauffante n'excédant pas 150°C. Tout autre procédé de chauffage peut être admis, dans chaque cas particulier, s'il présente des garanties de sécurité équivalentes.

L'éclairage artificiel se fait par lampes extérieures sous verre dormant ou à l'intérieur des zones de dangers par lampes électriques à incandescence sous enveloppes protectrices résistant aux chocs ou par tout procédé présentant des garanties équivalentes. Il est interdit d'utiliser des lampes suspendues à bout de fils conducteurs.

7.1.7 Permis de feu.

Dans les zones de dangers, tous les travaux de réparation ou d'entretien sortant du domaine de l'entretien courant ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un permis de feu dûment signé par l'exploitant ou par la personne que ce dernier a nommément désignée.

Ces travaux ne peuvent s'effectuer qu'en respectant les règles d'une consigne particulière, établie sous la responsabilité de l'exploitant et jointe au permis de feu. Cette consigne fixe notamment les moyens de lutte contre l'incendie devant être mis à la disposition des agents effectuant les travaux.

Lorsque les travaux ont lieu dans une zone présentant des risques importants, ils ne sont réalisés qu'après

arrêt complet et vidange des installations de la zone concernée, nettoyage et dégazage des appareils à réparer, vérification préalable de la non explosivité de l'atmosphère.

Des visites de contrôles sont effectuées après toute intervention.

7.1.8 Détection de situation anormale.

Les installations susceptibles de créer un danger particulier par suite d'élévation anormale de température ou de pression, sont équipées de détecteurs appropriés qui déclenchent une alarme au tableau de commande de celles-ci.

Des consignes particulières définissent les mesures à prendre en cas de déclenchement des alarmes.

7.2 - Intervention en cas de sinistre.

7.2.1 Signalement des incidents de fonctionnement.

Les installations sont équipées d'appareils de communication ou d'arrêt d'urgence permettant au personnel de signaler ou de prévenir rapidement tout incident soit automatiquement soit par tout autre moyen défini par l'exploitant.

Ce dernier dresse une liste exhaustive des opérations à effectuer (arrêt des machines...) en fonction de la nature et de la localisation de l'incident. Il est précisé si ces opérations sont effectuées automatiquement et manuellement.

7.2.2 Evacuation du personnel.

Les installations doivent comporter des moyens rapides d'évacuation pour le personnel. Les schémas d'évacuation sont préparés par l'exploitant, tenus à jour et affichés.

7.2.3 Moyens de lutte contre l'incendie.

L'établissement sera pourvu, sous la responsabilité de l'exploitant, en accord avec la Direction Départementale des Services d'Incendie et de Secours, des moyens d'intervention appropriés aux risques encourus.

L'établissement disposera notamment en interne des équipements suivants :

- un réseau d'extincteurs et de robinets d'incendie armés appropriés aux risques encourus en nombre suffisant, judicieusement répartis, correctement signalés et accessibles en toutes circonstances,
- une installation d'extinction automatique associée à une réserve d'eau de 600 m3,
- des exutoires de fumées en partie haute des bâtiments,
- des appareils respiratoires autonomes,
- une sirène.

La défense extérieure contre l'incendie sera assurée au moyen :

- **soit** d'au moins trois poteaux d'incendie de 100 mm conformes aux dispositions de la norme française NFS 61.213. Les appareils doivent être alimentés par des canalisations souterraines de diamètre au moins égal au diamètre des poteaux afin d'obtenir en toutes circonstances un débit simultané de 17 litres par seconde, sous une pression minimale de 1 bar.

- **soit** des deux poteaux existants complétés par une réserve d'eau d'une capacité minimum de 600 m³ accessible aux engins d'incendie par une aire de 32 m². La hauteur géométrique maximum entre le plan de station des engins et de la nappe d'eau est de 5,50 m. Les points d'eau naturels (mares, étangs, rivières, ruisseaux, etc.) peuvent être aménagés dans les conditions précitées sous réserve de fournir en toutes circonstances 120 m³ en deux heures.

Ces points d'eau doivent être implantés à une distance maximale de 200 m du local le plus défavorisé de l'établissement.

L'établissement doit être desservi par une voie utilisable par les engins de secours d'une largeur minimale de 8 mètres, comportant une chaussée répondant aux caractéristiques suivantes, quel que soit le sens de circulation suivant lequel elle est abordée à partir de la voie publique :

- Largeur, bandes réservées au stationnement exclues :

- 3 mètres pour une voie dont la largeur exigée est comprise entre 8 et 12 mètres,

- 6 mètres pour une voie dont la largeur exigée est égale ou supérieure à 12 mètres.

Toutefois, sur une longueur inférieure à 20 mètres, la largeur de la chaussée peut être réduite à 3 mètres et les accotements supprimés, sauf dans les sections de voie utilisables pour la mise en station des échelles aériennes où la largeur de la chaussée doit être portée à 4 mètres, au minimum.

Force portante calculée pour un véhicule de 130 kilonewtons (dont 40 kilonewtons sur l'essieu avant et 90 kilonewtons sur l'essieu arrière, ceux-ci étant distants de 4,50 mètres),

Résistance au poinçonnement : 100 kilonewtons sur une surface circulaire de 0,20 mètre de diamètre, pour les échelles aériennes,

- Rayon intérieur minimum $R = 11$ mètres,

- Surlargeur $S = 15/R$ dans les virages de rayon inférieur à 50 mètres (S et R étant exprimés en mètres),

- Hauteur libre autorisant le passage d'un véhicule de 3,30 mètres de hauteur majorée d'une marge de sécurité de 0,20 mètre,

- Pente inférieure à 15 pour 100, ramenée à 10 pour 100 pour les échelles aériennes.

En outre :

- les extincteurs sont d'un type homologué NF.MIH,

- les moyens de secours et de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état de service et vérifiés périodiquement,
- La sirène sera testée au moins tous les six mois,
- le personnel de l'établissement est entraîné périodiquement à la mise en oeuvre des matériels de secours et d'incendie (un exercice de maniement des extincteurs par an pour le tiers des salariés). Le personnel participe en outre à deux exercices d'évacuation par an,
- des dispositions sont prises pour permettre une intervention rapide et aisée des services de secours et de lutte contre l'incendie en tous points intérieurs (désenfumage notamment) et extérieurs des installations. Les éléments d'information sont matérialisés sur les sols et bâtiments de manière visible.
- un plan prévisionnel d'intervention sera réalisé conjointement avec les Services d'Incendie et de Secours du Morbihan.
Les schémas d'intervention sont revus à chaque modification de la construction ou de mode de gestion de l'établissement. Ils sont adressés à la Direction Départementale des Services d'Incendie et de Secours,
- un éclairage de sécurité, indépendant de l'éclairage général de l'établissement, sera installé afin de permettre une évacuation facile du personnel,
- les voies d'accès à l'usine sont maintenues constamment dégagées,
- les voies de circulation intérieures de l'établissement, les allées et voies d'accès devront être maintenues en constant état de propreté. Elles devront avoir une largeur suffisante pour pouvoir être utilisées facilement par les engins de lutte contre l'incendie et devront être munies d'un éclairage de sécurité permettant une évacuation facile du personnel. Elles ne devront pas être encombrées par des marchandises ou des matériels divers,
- le service chargé de l'inspection des installations classées pourra demander que le règlement général de sécurité ainsi que les consignes de sécurité lui soient communiqués.

7.2.4 Consignes d'incendie.

Outre les consignes générales, l'exploitant établit des consignes spéciales relatives à la lutte contre l'incendie. Celles-ci précisent notamment :

- l'organisation de l'établissement en cas de sinistre,
- l'organisation des équipes d'intervention,
- la fréquence des exercices,
- les dispositions générales concernant l'entretien et la vérification des moyens de lutte contre l'incendie,
- les modes d'appel des secours extérieurs ainsi que les personnes autorisées à lancer ces appels.

Concernant ce dernier point, l'affichage de consignes précises sera effectif à proximité du téléphone urbain avec indication :

- * du numéro d'appel des sapeurs-pompiers : 18,
- * du numéro d'appel de la gendarmerie : 17,
- * du numéro d'appel du SAMU : 15,
- * des dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre pour assurer la sécurité du personnel et la sauvegarde de l'établissement.

7.2.5 Registre d'incendie.

La date des exercices et essais périodiques des matériels d'incendie ainsi que les observations auxquelles ils peuvent avoir donné lieu sont consignées sur un registre spécial qui est tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

ARTICLE 8 - PRESCRIPTIONS PARTICULIERES APPLICABLES A CERTAINES INSTALLATIONS

8.1 Emploi ou stockage de diisocyanate de diphenylméthane (MDI)

Le contact avec ce produit ne devra être confié qu'à des personnes instruites des dangers que comporte cette activité tant pour elles-mêmes que pour le milieu extérieur, en particulier les cours d'eau.

Le personnel sera en outre informé des précautions à observer ainsi que des mesures à prendre en cas d'accident.

Tout déversement en nappe souterraine, direct ou indirect (épandage, infiltration,...), total ou partiel est interdit.

Pendant les périodes de non activité de l'entreprise, les installations de traitement bénéficient des sécurités nécessaires à pallier tout incident ou accident éventuel.

Tous les ateliers disposent de fontaines oculaires et de douches de décontamination. Le personnel dispose de tenue de travail adaptée et d'équipements de protection individuelle si nécessaire. Des consignes de sécurité préconisant les équipements de protection sont affichées aux postes de travail.

Le stockage de MDI est effectué dans un local ventilé, toutes précautions sont prises pour éviter la rentrée d'humidité pendant le chargement, le stockage et le déchargement de MDI.

Le dépotage sera réalisé sous la surveillance d'un responsable de la M.P.A.P. et fera l'objet d'une consigne précisant notamment la fermeture des vannes, le contrôle du produit avant son dépotage, le contrôle de la capacité du réservoir récepteur. Chaque vanne de dépotage est équipée d'une plaque d'identification du produit contenu dans le réservoir et les brides de raccordement sont spécifiques à chaque produit.

En cas de stockage en fûts, chaque fût est inspecté à l'arrivée dans le but de s'assurer qu'il n'a subi aucun dommage pendant le transport. Les fûts de MDI sont conservés hermétiquement fermés, et une fois entamés, ils sont stockés à l'abri de l'humidité.

Des décontaminants servant à neutraliser le MDI en le transformant rapidement en un solide insoluble seront disponibles à proximité en toute circonstance.

Il est interdit de fumer en tous lieux de production. Des pancartes ou logos rappelant cette interdiction seront disposés dans les ateliers.

8.2 Fabrication (moussage) - Transformation - Stockage de matières plastiques

Les installations doivent être implantées à une distance d'au moins 15 m des limites de propriété et ne pas être surmontées de locaux occupés par des tiers ou habités.

Les locaux abritant les installations doivent présenter les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes :

- plancher haut coupe-feu de degré 1/2 heure,
- murs extérieurs et portes pare-flamme de degré 1/2 heure, les portes étant munies d'un ferme-porte ou d'un dispositif assurant leur fermeture automatique,
- couverture sèche constituée exclusivement de matériaux MQ ou couverture constituée d'un support de couverture en matériaux M0, et d'une isolation et d'une étanchéité en matériaux classés M2 non gouttants, à l'exception de la surface dédiée à l'éclairage zénithal et aux dispositifs permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion.

Les installations sont éloignées entre elles ainsi que des bureaux :

- soit par une distance de 10 m,
- soit par un mur coupe-feu de degré 2 heures en cas de locaux non distincts. Les portes sont coupe-feu de degré 1 heure et munies d'un ferme-porte ou d'un dispositif assurant leur fermeture automatique.

La surface dédiée à l'éclairage zénithal n'excède pas 10 % de la surface de la couverture. Les matériaux utilisés ne doivent pas produire de gouttes enflammées.

Les locaux doivent être équipés en partie haute d'exutoires de fumée, gaz de combustion et chaleur dégagés en cas d'incendie. Ces dispositifs sont constitués de matériaux légers fusibles sous l'effet de la chaleur pour au moins 1,5 % de la surface de la couverture et d'ouvrants à commande automatique et manuelle pour au moins 0,5 % de la surface de la couverture.

D'autre part, ces dispositifs sont isolés sur une distance de 1 m du reste de la structure par une surface réalisée en matériaux M0. Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. Le système de désenfumage doit être adapté aux risques particuliers des installations.

La couverture ne comporte pas d'exutoires, d'ouvertures ou d'éléments constitutifs de l'éclairage zénithal sur une distance de 4 m de part et d'autre à l'aplomb de tous les murs coupe-feu séparatifs.

Toutes dispositions doivent être prises pour que l'ouverture automatique ou manuelle des exutoires de fumée et de chaleur n'intervienne qu'après la mise en oeuvre du système d'extinction automatique d'incendie de type sprinklage.

8.3 Installations de réfrigération ou compression

Les locaux où fonctionnent les appareils contenant des gaz comprimés ou liquéfiés seront disposés de façon qu'en cas de fuite accidentelle des gaz, ceux-ci soient évacués au dehors sans qu'il en résulte d'inconfort pour le voisinage.

La ventilation sera assurée par un dispositif mécanique de façon à éviter à l'intérieur des locaux toute stagnation de poches de gaz et de sorte qu'en aucun cas une fuite accidentelle ne puisse donner naissance à une atmosphère toxique ou explosive.

Les locaux seront munis de portes s'ouvrant vers l'extérieur en nombre suffisant pour permettre en cas d'accident l'évacuation rapide du personnel.

L'établissement sera muni de masques de secours efficaces en nombre suffisant, maintenus toujours en

bon état et disposés dans un endroit facile d'accès. Le personnel sera entraîné et familiarisé avec l'emploi et le port des masques.

Les réservoirs et appareils contenant des gaz comprimés devront satisfaire à la réglementation sur les APG (appareils à pression de gaz).

Toutes dispositions seront prises pour éviter les rentrées d'air en un point quelconque du circuit gazeux.

Des filtres maintenus en bon état de propreté devront empêcher la pénétration des poussières dans les compresseurs.

Si la compression comporte plusieurs étages, le gaz devra être convenablement refroidi à la sortie de chaque étage intermédiaire des compresseurs. Des thermomètres permettront de lire la température du gaz à la sortie de chaque étage des compresseurs.

Un dispositif sera prévu sur les circuits d'eau de refroidissement permettant de contrôler à chaque instant la circulation de l'eau.

Les compresseurs seront pourvus de dispositifs arrêtant automatiquement les appareils si la pression de gaz devient trop faible à son alimentation ou si la pression à la sortie dépasse la valeur fixée.

Un autre dispositif à fonctionnement automatique empêchera la mise en marche des compresseurs ou assurera son arrêt en cas d'alimentation en eau insuffisante.

L'arrêt des compresseurs devra pouvoir être commandé par des dispositifs appropriés judicieusement répartis, dont l'un au moins sera placé à l'extérieur de l'atelier de compression.

En cas de dérogation à cette condition, des clapets seront disposés aux endroits convenables pour éviter des renversements dans le circuit gaz, notamment en cas d'arrêt des compresseurs.

Des dispositifs efficaces de purge seront placés sur tous les appareils aux emplacements où des produits de condensation sont susceptibles de s'accumuler. Toutes mesures seront prises pour assurer l'évacuation des produits de purge et pour éviter que la manoeuvre des dispositifs de purge ne crée des pressions dangereuses pour les autres appareils ou pour les canalisations.

Toutes mesures seront également prises pour l'évacuation à l'extérieur sans qu'il puisse en résulter de danger ou d'inconfort pour le voisinage, du gaz provenant des soupapes de sécurité.

Récupération du fluide frigorigène

Toutes opérations de dégazage dans l'atmosphère des fluides frigorigènes est interdite à l'exception de celles nécessaires à la sécurité des hommes ou à la sûreté du fonctionnement des équipements.

Lorsqu'il est nécessaire de vidanger les appareils, lors de leur installation ou à l'occasion de leur entretien, leur réparation ou leur mise au rebut, la récupération des fluides qu'ils contiennent est obligatoire et doit en outre être intégrale.

Les fluides ainsi collectés, qui ne peuvent ni être réintroduits dans les mêmes appareils après avoir été le cas échéant filtrés sur place, ni retraités pour être remis aux spécifications d'origine et réutilisés, sont détruits.

Il est établi, pour chaque opération effectuée sur les appareils, une fiche dite d'intervention ; cette fiche indique la date et la nature de l'intervention dont ils font l'objet, la nature et le volume du fluide éventuellement réintroduit. Elle est signée conjointement par l'opérateur et par l'exploitant de l'appareil et elle est conservée par l'exploitant pendant une durée de trois ans pour être présentée à toute réquisition

de l'autorité compétente.

Les entreprises qui procèdent à la mise en place des équipements, à leur entretien ou réparation, à leur vidange en vue soit de réutiliser soit d'éliminer les fluides frigorigènes que ceux-ci contiennent, doivent être inscrites sur un registre de maintenance tenu par l'industriel.

ARTICLE 9 - ACTIVITES SOUMISES A DECLARATION

Dans la mesure où elles ne font pas obstacle aux prescriptions ci-dessus, les activités soumises à simple déclaration sont réglementées dans les conditions suivantes :

- installation de gaz GPL : arrêté ministériel du 24 août 1998 modifié par arrêté du 2 octobre 2001 (rubrique n° 1414).

En outre, une distance d'éloignement d'au moins 10 m sera respectée entre le réservoir et le bâtiment B1.

- stockage de polymères à l'état alvéolaire ou expansé : arrêté ministériel du 14 janvier 2000 (rubrique n° 2663) modifié par l'arrêté du 5 juin 2001 (dispositions applicables aux installations existant avant la date de publication de l'arrêté),

- charge d'accumulateurs : arrêté ministériel du 29 mai 2000 (rubrique n° 2925).

ARTICLE 10 - MODALITÉS D'APPLICATION

Les prescriptions précédemment applicables au titre de la législation sur les installations classées sont abrogées à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, notamment l'arrêté d'autorisation du 9 novembre 1990.

ARTICLE 11- Il est expressément défendu au pétitionnaire de donner toute extension à son établissement et d'y apporter toute modification de nature à augmenter les inconvénients de son établissement, avant d'en avoir obtenu l'autorisation.

ARTICLE 12 - En aucun cas ni à aucune époque, ces conditions ne pourront faire obstacle à l'application des dispositions édictées par le livre II du code du travail et des décrets réglementaires pris en exécution dudit livre, dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs, ni être opposées aux mesures qui pourraient être régulièrement ordonnées dans ce but.

ARTICLE 13 - Le présent arrêté, qui ne vaut pas permis de construire, est accordé sous réserve du droit des tiers. La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Il commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée. Pour les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, le délai de recours est de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage du présent arrêté.

ARTICLE 14 - Un extrait du présent arrêté énumérant les prescriptions imposées et faisant connaître qu'une copie dudit arrêté est déposée aux archives des mairies de PLOERMEL et GOURHEL et mise à la disposition de tout intéressé, sera affiché à la porte de la mairie de PLOERMEL pendant une durée minimum d'un mois. Procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera établi par les soins des maires des communes précitées et adressé à la Préfecture du Morbihan. Le même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins du bénéficiaire.

Un avis sera inséré par les soins du Préfet du département du Morbihan, aux frais de l'exploitant, dans deux journaux d'annonces légales du département.

ARTICLE 14 - Copie du présent arrêté ainsi qu'un exemplaire visé des plans déposés de l'établissement seront remis à Monsieur le Directeur M.P.A.P. qui devra toujours les avoir en sa possession et les présenter à toute réquisition.

ARTICLE 15 - M. le Secrétaire Général de la Préfecture du Morbihan, MM les Maires des communes visées à l'article 14 et M. le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, Inspecteur Principal des Installations Classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Ampliation du présent arrêté sera adressée pour information à :

- MM. les Maires de PLOERMEL et GOURHEL
- M. le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement
subdivision du Morbihan - 3 rue Jean Le Coutaller - 56100 Lorient
- M. le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales
Boulevard de la Résistance - 56000 Vannes
- M. le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt
Boulevard de la Paix - 56000 Vannes
- M. le Directeur Départemental de l'Équipement
8 rue du Commerce - 56019 Vannes Cédex
- Mme la Directrice Régionale de l'Environnement
6 Cours Raphaël Binet - 35000 Rennes
- M. Le Directeur Départemental des Services Incendie et de Secours
Rue Jean Jaurès - 56000 Vannes
- M. le Directeur Départemental du Travail et de l'Emploi
Parc Pompidou - Rue de Rohan - 56034 Vannes Cédex

M. le Directeur de l'Agence de l'Eau Loire Bretagne
Avenue de Buffon - B.P. 6339 - 45064 Orléans Cédex 02

- Monsieur Jean DE TORQUAT
Beaumont 56140 SAINT-LAURENT-SUR-OUST - commissaire-enquêteur

- Monsieur le Directeur de la société M.P.A.P.
Z.I. les Landes du Moulin - B.P. 74 - 56803 PLOERMEL CEDEX

Vannes, le 23 octobre 2002

Le Préfet,
Pour le préfet et par délégation
Le secrétaire général
Michel HENRY

POUR AMPLIATION
Pour le préfet et par délégation
Le chef de bureau


Monique LE PAUTREMAT